

Les Etats-Unis échangent deux neveux de l'épouse de Nicolas Maduro contre six Américains

La libération de prisonniers a eu lieu dans un contexte de rapprochement entre Washington et Caracas depuis le début de la guerre en Ukraine.

Par Marie Delcas (Bogota, correspondante)

Publié aujourd'hui à 10h18, mis à jour à 12h04

Article réservé aux abonnés



Les dirigeants pétroliers de CITGO : de gauche à droite, Jose Angel Pereira, Gustavo Cardenas, Jorge Toledo, Jose Luis Zambrano, Tomeu Vadel et Alirio Jose Zambrano, debout devant le Service national de renseignement bolivarien, à Caracas, au Venezuela, le 18 juin 2020. Ces cinq cadres ont été libérés par le Venezuela contre la libération par les Etats-Unis, annoncée le 1er octobre, de deux neveux du président vénézuélien Nicola Maduro. AP

L'identité des détenus a pesé dans le troc. Samedi 1^{er} octobre, le président Joe Biden a annoncé la libération par Caracas de six citoyens américains et d'un Vénézuélien titulaire d'une carte de résident aux Etats-Unis, tandis que le président Nicolas Maduro indiquait que deux jeunes Vénézuéliens condamnés à New York allaient retrouver la liberté. Accusés d'avoir tenté d'introduire 800 kg de cocaïne aux Etats Unis, Efraïn Campo et Franqui Flores sont des neveux de Cilia Flores, première dame de la République bolivarienne du Venezuela.

L'échange de prisonniers est-il un signe de plus du réchauffement des relations bilatérales entre les deux pays, commencé il y a plusieurs mois ? Il confirme en tout cas que le dialogue est rétabli entre la puissance américaine et le Venezuela socialiste. Refusant de reconnaître la réélection en 2018 de Nicolas Maduro, les Etats-Unis avaient alors renforcé les sanctions économiques et décrété un embargo sur les exportations de pétrole vénézuélien. Mais c'était avant la crise énergétique induite par la guerre en Ukraine. Début mars, une délégation américaine a rencontré Nicolas Maduro à Caracas et, trois jours plus tard, deux détenus américains incarcérés au Venezuela étaient libérés.

Lire aussi : [Venezuela : des experts de l'ONU dénoncent des crimes contre l'humanité dans la répression de l'opposition](#)

A Caracas et Washington, samedi, les deux communiqués sont tombés presque simultanément. L'échange des prisonniers se serait effectué quelques heures plus tard sur une île des Caraïbes. En évoquant « *les différentes conversations tenues depuis le 5 mars avec des représentants du gouvernement américain* », le gouvernement Maduro s'est réjoui de la libération « *de deux jeunes Vénézuéliens injustement emprisonnés* » et a expliqué avoir libéré les Américains « *pour des raisons humanitaires* ».

Remous au sein de l'opposition

Les « *narco-neveux* », comme les a baptisés l'opposition vénézuélienne, ont aujourd'hui plus de 30 ans. Arrêtés en novembre 2015 à Port-au-Prince (Haïti), lors d'une opération menée par l'Agence antidrogue américaine (DEA), ils ont été condamnés en 2017 à dix-huit ans de prison par un tribunal de New York. Leurs avocats n'ont cessé de dénoncer un montage. Répondant à des journalistes qui s'étonnaient de la grâce présidentielle, un haut fonctionnaire américain a répondu : « *Le président [Biden] a pris une décision difficile, la décision douloureuse d'offrir quelque chose que les Vénézuéliens recherchaient activement.* »

Cinq des sept prisonniers libérés par Caracas étaient, au moment de leur arrestation en 2015, cadres de l'entreprise Citgo Petroleum, la filiale américaine de la compagnie pétrolière publique du Venezuela PDVSA. Accusés de détournement de fonds, ils ont été condamnés en 2021 à des peines allant jusqu'à treize ans de prison. L'ONG vénézuélienne de défense des droits de l'homme Foro Penal avait inscrit « *les Citgo* » sur la liste des prisonniers politiques, longue de 271 noms. Les deux autres prisonniers, Matthew Heath, un ancien marine arrêté en 2020, et Osman Khan, arrêté en janvier, étaient, eux, accusés de « *terrorisme* ».

Il vous reste 45.59% de cet article à lire. La suite est réservée aux abonnés.